

Madame la Vice-Présidente du Département, Chère Dominique,
Mesdames et Messieurs les élus,
Chères Longuevillaises, Chers Longuevillais,
Mesdames et Messieurs, Chers amis,

Je veux, avant toute chose, remercier les orateurs précédents pour leurs propos chaleureux. Merci aussi à ma collègue **Dominique CHAUVEL** qui nous a rejoint pour cette cérémonie de vœux afin que nous procédions, ensemble, dans quelques minutes, à la remise de diplômes aux bénévoles de la bibliothèque, mis à l'honneur par le Département, à sa demande. Merci enfin à vous tous d'avoir répondu à notre invitation.

Comme j'en ai pris l'habitude, je veux profiter de cette manifestation pour faire un point d'étape sur quelques uns des projets communaux et sur quelques uns des engagements que l'équipe municipale a pris, en 2008. Impossible de faire le tour en détail de tout car même dans une commune de la taille de la nôtre, nous ne manquons ni d'activités, ni d'actions.

Les actions que nous menons répondent à une double volonté :

d'une part, proposer un service de qualité aux habitants et, d'autre part, rechercher des sources d'économies. Souvent, ces deux volontés se rejoignent.

Par exemple, elles se rejoignent quand nous avons défendu la mise en service du gaz en réseau, dans notre commune. Cela sera effectif au printemps. A travers ce raccordement, les habitants vont profiter d'un progrès et d'un confort réel. Avant même de devenir maire, il y a plus de 10 ans, j'avais suggéré que la commune s'intéresse au raccordement au gaz de la vallée de la Scie. Ma proposition n'avait pas trouvé d'écho. Depuis, il a fallu des heures de négociation, d'études, de travaux, pour y parvenir. Je crois que le jeu en valait la chandelle. Il est vrai qu'au cours des dernières années, rien n'a été fait pour contenir l'augmentation des tarifs mais le gaz reste un mode de chauffage au coût raisonnable, plus raisonnable que les radiateurs électriques. Voilà qui illustre bien notre volonté d'allier service aux habitants et économies.

La qualité de service est également celle que nous recherchons pour la future école maternelle. C'est le fil rouge du mandat. Le projet avance. Sans doute

cela paraît long à certains d'entre vous mais nous ne construisons pas un bâtiment auquel nous consacrerons plusieurs centaines de milliers d'euros, qui devra servir et rester en bon état pour plusieurs générations d'enfants, sans y passer le temps nécessaire.

Nous avons choisi l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.). Bientôt, nous choisirons l'architecte. Nous serons vigilants pour que le bâtiment, les salles de classe, les lieux de circulation, les espaces de vie de cette école répondent aux besoins. Et pour définir les besoins, ce n'est pas nous, élus, qui allons dire précisément ce qu'il faut. Nous avons décidé qu'avant la construction, il y ait une phase de dialogue et de concertation avec les enseignants, avec les parents d'élèves et avec les ATSEM, qui seront les utilisateurs quotidiens de cet équipement. Qui mieux qu'eux pour établir les besoins ? Bien sûr, je précise au préalable que leurs demandes devront tenir dans une enveloppe financière définie. Mais je sais que la communauté éducative est composée de personnes responsables. Une fois la concertation terminée, nous pourrons lancer l'appel d'offres pour que les entreprises répondent pour réaliser le chantier.

En 2012 également, nous terminerons le Plan Local d'Urbanisme. Ce document est capital pour le développement de la commune. Même si au quotidien, cela n'est pas visible, la modification du P.L.U. est essentielle. Les nouvelles règles applicables du Grenelle 2 de l'Environnement vont nous ouvrir la voie de nouvelles constructions pour contribuer à l'augmentation de la population, qui demeure un objectif dans notre commune. Je l'ai déjà dit. Je le répète, plus d'habitants, c'est la garantie que nos équipements fonctionnent « à plein », que nos classes ne sont pas menacées, que nos associations comptent davantage d'adhérents. Il faut aussi plus d'habitants pour lutter contre deux phénomènes qui touchent notre commune parmi tant d'autres.

Je veux parler de la difficulté à trouver des repreneurs aux commerces et de la difficulté à lutter contre le désert médical.

Oui, Longueville-sur-Scie n'échappe pas à la crise. Les commerces ne trouvent pas de repreneurs mais ce n'est pas parce que Longueville-sur-Scie n'intéresse

pas. Certes, le petit commerce n'a pas le vent en poupe. Comme les habitants, les commerçants ressentent la baisse du pouvoir d'achat. Mais sans la crise, Longueville-sur-Scie continuerait d'attirer des commerçants. J'en veux pour preuve que plusieurs personnes, des jeunes notamment, sont venues me voir et m'ont parlé de projet de reprise de commerces. Je vous mentirais si je vous disais que j'en ai rencontré plusieurs dizaines. Mais j'en ai rencontrées. Malheureusement, les banques n'ont pas suivi ou pour l'instant, ne répondent pas. Les porteurs de projet n'ont pas trouvé le soutien bancaire nécessaire pour réaliser leur investissement et la liberté de commerce empêche la commune d'avoir une quelconque initiative en la matière. Croyez bien que je déplore que l'Etat ait fait, il y a plusieurs mois, un chèque en blanc aux banques, sans leur poser d'obligations.

Concernant l'autre difficulté, celle de l'accès aux soins, je suis très préoccupé par cette situation. Mais là encore, c'est un phénomène qui n'est pas propre à notre commune. Les zones rurales n'attirent plus les médecins généralistes. Ce n'est pas nouveau en France. Aujourd'hui, il y a des régions entières où il faut parcourir plusieurs dizaines de kilomètres avant de trouver un généraliste. Malheureusement, alors même que la tendance est réelle depuis plusieurs années, le gouvernement n'a rien envisagé pour l'enrayer au niveau national. Il y a bien des initiatives locales, je pense aux aides financières mises en place par le Département et la Région pour subventionner des maisons de santé pluridisciplinaire, mais la situation est telle que de très nombreux cantons de Seine-Maritime sont prioritaires par rapport à nous. Il n'en demeure pas moins que nous sommes collectivement attentifs à la situation et étudions les moyens de lutter contre la désertification médicale.

Longueville-sur-Scie a des atouts et nous cherchons à les valoriser. Le cadre de vie y est agréable et pour le renforcer, pour continuer d'améliorer la qualité des services rendus tout en cherchant à faire des économies, Longueville-sur-Scie est, depuis janvier 2011, la plus petite commune de France engagée dans le processus de Labellisation Cit'ergie.

Nous avons fait ce choix car si rien n'est fait pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, à l'échelle de la planète, d'ici quelques années, la température du globe augmentera de 2°. Les conséquences, c'est la disparition d'un certain nombre d'espèces, la montée du niveau des eaux en raison de la fonte des glaces, l'augmentation du nombre de phénomènes que l'on qualifie « d'extrêmes », comme les tsunamis. Nous avons malheureusement connu les graves conséquences au Japon en 2011. Les plus pessimistes pourront dire que ce que nous faisons à Longueville-sur-Scie est une goutte d'eau dans l'océan. Les plus optimistes, du côté desquels je me range, préfèrent voir l'addition positive des bonnes pratiques en matière d'environnement. Notre engagement dans la labellisation Cit'ergie nous permet d'être accompagnés pour trouver les solutions adaptées. Nous avons déjà procédé à la pose d'un thermomètre dans chaque classe, réguler la température des chauffe-eaux des bâtiments publics et des logements sociaux, acheté un vélo électrique pour le personnel communal, engagé des actions de sensibilisation de la population, notamment en modulant les subventions en fonction des consommations enregistrées. Le prochain objectif, c'est de réduire de moitié la consommation liée à l'éclairage public grâce à la mise en place de lampes performantes. Nous cherchons à être exemplaires. C'est notre manière d'agir en responsabilité à l'égard des générations futures. Aujourd'hui, notre vigilance nous a permis d'enregistrer, dès 2010, une diminution de **8%** des consommations d'énergie par rapport à 2009 et pour 2011, le bilan devrait montrer une nouvelle économie.

L'effort va se poursuivre car l'économie pour l'environnement, c'est aussi de l'argent économisé, que nous pouvons consacrer à autre chose qu'aux factures d'énergies. Comme maire, je préfère investir pour réduire les coûts de fonctionnement (pour mettre l'argent dans l'amélioration de notre bourg, dans le soutien aux associations, dans l'accompagnement des plus modestes, que dans les factures d'énergies!) Alors, c'est vrai, parfois, on me trouve trop pointilleux sur la recherche d'économies mais j'assume. Je n'oublie jamais que

l'argent de la commune, ce sont les impôts des Longuevillaises et des Longuevillais : **votre argent**.

Mes concitoyens n'ont cessé de me renouveler leur confiance depuis 2001, y compris en 2011, en me plaçant largement en tête du scrutin cantonal. Je les en remercie. Cette confiance, je l'ai obtenue parce que les habitants savent combien je suis scrupuleux en matière d'utilisation de l'argent public.

Tant pis si j'apparais sévère quand je vois un chauffage allumé au-dessous d'une fenêtre ouverte.

Tant pis si vous me trouvez pénible quand je relève une lumière restée inutilement allumée. En tout cas, chaque jour, j'ai le sentiment que je ne trahis pas la confiance des habitants.

D'ailleurs, la recherche d'économies est presque devenue une obligation pour les collectivités locales. Personne ici n'échappe à la crise. Soyez convaincus que les collectivités locales, elles aussi, y sont confrontées. Les dotations n'augmentent pas. Les subventions de nos collectivités partenaires, plus encore que nous, soumises au régime sec, sont de plus en plus difficiles à obtenir. Et je ne parle même pas des communes qui ont contracté des emprunts toxiques ! Par chance, nous n'en avons pas et notre dette est tout à fait raisonnable, elle était de **158€/hab en 2000, elle était de 55€/hab en 2011**, tout en ayant baissé les impôts et reconstruit cette salle de 1,2Millions€. J'en veux pour preuve que les banques nous ouvrent encore leur porte et leur crédit. Il n'empêche que nous devons continuer de gérer au plus juste et rester attentifs pour assumer les coûts de fonctionnement et pour réaliser des investissements, sans augmenter les impôts.

Alors, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, j'espère vivement que cette gestion vertueuse nous mènera, collectivement, vers une année 2012 riche et prospère. Je ne vous cacherai pas que pour y contribuer, je souhaite qu'au printemps, en mai d'abord, en juin ensuite, des dimanches électoraux feront naître un nouvel espoir. Nous en avons tous beaucoup besoin. Et puisque c'est

tendance, je forme pour chacun de vous, un « triple A » de vœux : Activités, Amour et Argent... Très belle année à vous tous. **MERCI.**